La Chine et la Turquie sont les plus grands geôliers de journalistes, suivies de l’Égypte et de l’Arabie Saoudite

Au moins 250 journalistes emprisonnés dans le monde pour la quatrième année consécutive

New York, 11 décembre 2019 – Pour la quatrième année consécutive, le nombre de journalistes emprisonnés dans le monde à cause de leurs reportages a atteint au moins 250, la Chine et la Turquie figurant en tête de liste des plus grands geôliers au monde, a constaté le Comité de protection des journalistes.

Au 1er décembre 2019, le Comité de protection des journalistes a recensé au moins 250 journalistes en prison à cause de leur travail, dont quatre-vingt-dix-huit pour cent sont des journalistes locaux. Après la Chine, la Turquie, l’Arabie Saoudite et l’Égypte, les pires geôliers sont l’Erythrée, le Vietnam, et l’Iran.

Le Président Xi Jinping a resserré encore plus l’emprise de l’État sur la presse en Chine, où 48 journalistes sont derrière les barreaux. La Turquie, qui a éliminé presque tous les reportages indépendants et les critiques à travers la fermeture de plus de 100 organes de presse et des chefs d’accusation liés au terrorisme portés à l’encontre d’une grande partie de leur personnel, comptait 47 journalistes emprisonnés en 2019. En Turquie, des dizaines d’autres journalistes sont encore sous le coup d’un procès ou ont été condamnés à des peines d’emprisonnement et libérés en

attendant leur appel.

« L'emprisonnement d'un seul journaliste est une injustice terrible qui a de lourdes répercussions sur les familles, les amis et les collègues », a déclaré Joel Simon, directeur exécutif du CPJ. « Mais l'emprisonnement de centaines de journalistes – année après année – constitue une menace pour le système d'information mondial dont nous dépendons tous. Les gouvernements de régimes répressifs utilisent ces tactiques cruelles pour priver leurs propres sociétés et le monde entier d'informations essentielles. »

L'autoritarisme, l'instabilité et les manifestations au Moyen-Orient ont conduit à une augmentation du nombre de journalistes emprisonnés dans la région – notamment en Arabie Saoudite qui compte désormais 26 journalistes derrière les barreaux, et qui se place, aux côtés de l'Égypte, au troisième rang des pires geôliers au monde.

La politique a été une fois de plus le sujet d'actualité le plus susceptible d'envoyer des journalistes en prison, suivie des droits de l'homme et de la corruption. Alors que la majorité des journalistes emprisonnés dans le monde sont accusés d'agissements à l'encontre de l'État, le nombre d'entre eux inculpés de diffusion de « fausses informations » a augmenté et atteint désormais 30 ; en 2012, le CPJn'avait recensé qu'un seul journaliste dans le monde devant répondre de cette allégation. Au cours de l'année écoulée, les pays répressifs, y compris la Russie et Singapore, ont promulgué des lois criminalisant la publication de « fausses informations ».

La liste du CPJ donne un aperçu instantané des personnes incarcérées au 1erdécembre 2019 à 00h:01. Elle ne répertorie pas les nombreux journalistes emprisonnés et libérés au cours de l'année ; vous trouverez des informations sur ces cas sur le site https://cpj.org. Les journalistes restent sur la liste du CPJ jusqu'à ce que l'organisation détermine avec

suffisamment de certitude qu’ils ont été libérés ou qu’ils sont morts en détention. Apprenez-en plus sur notre méthodologie.

Dans les jours précédant le lancement du rapport, le CPJ met en lumière les cas individuels de journalistes emprisonnés dans le cadre de la campagne #FreeThePress sur Instagram. En savoir plus ici.

Le rapport du CPJ est disponible en arabe, chinois, anglais, farsi, français, portugais, russe, espagnol et turque. Les experts du CPJ sont aussi disponibles pour des interviews dans une variété de langues. Envoyez un courriel à press@cpj.org pour plus d’informations.

Immigration et intégration: avant qu’il ne soit trop tard…



Alain Destexhe tire la sonnette d’alarme sur l’imigration

excessive, les dangers de l'islamisme et le déficit d'intégration. Il aborde ainsi la vérité des chiffres, le regroupement familial, l'asile et la crise de 2015, les mariages blancs, les conséquences sociales, économiques et sécuritaires, le défi de l'islam, l'intégration ratée, les responsabilités politiques et le débat intégration versus multiculturalisme. Il conclut en proposant une déclaration gouvernementale avec 15 mesures à mettre en oeuvre après les élections de 2019.
Alain Destexhe, médecin, ex-Secrétaire général de Médecins Sans Frontières et sénateur depuis 1995, est l'auteur en Belgique de plusieurs livres à succès. Il est également chroniqueur au Figaro et écrit régulièrement dans Causeur.

Destin français



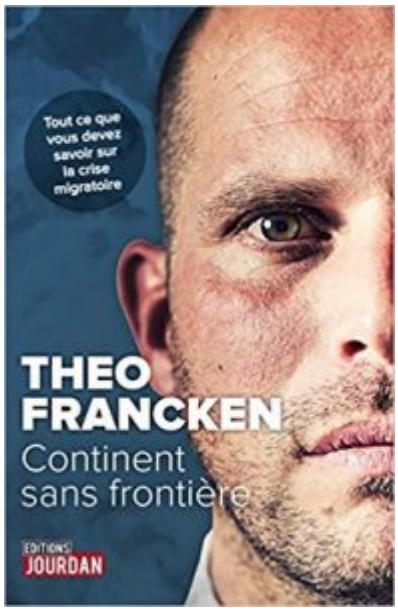
« Je savais où je voulais vivre, avec qui je voulais vivre, et comment je voulais vivre. À mes yeux médusés d' enfant, le mot France brillait de tous les feux : histoire, littérature, politique, guerre, amour, tout était rassemblé et transfiguré par une même lumière sacrée, un même art de vivre mais aussi de mourir, une même grandeur, une même allure, même dans les pires turpitudes. La France coulait dans mes veines,

emplissait l air que je respirais ; je n’imaginais pas être la dernière génération à grandir ainsi. Il ne faut pas se leurrer. Le travail de déconstruction opéré depuis quarante ans n’a laissé que des ruines. Il n y a pas d’origine de la France, puisque la France n’existe pas, puisqu il n’y a plus d’origine à rien. On veut défaire par l’histoire ce qui a été fait par l’Histoire : la France. L’Histoire est désormais détournée, occultée, ignorée, néantisée. L’Histoire de France est interdite. On préfère nous raconter l’histoire des Français ou l’histoire du monde. Tout sauf l’Histoire de France. Mais cette Histoire se poursuit malgré tout et malgré tous. Elle a des racines trop profondes pour être arrachées. Elle s’est répétée trop souvent pour ne pas se prolonger jusqu à aujourd’hui. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Les mêmes lois s’ imposent au-delà des générations. L’Histoire se venge. » Après le phénoménal best-seller Le Suicide français, Éric Zemmour se livre avec force et sans tabou à une analyse de l’identité française en réhabilitant ses fondations.

Biographie de l’auteur

Homme d’esprit et d’histoire, Éric Zemmour est un des journalistes français les plus redoutés, les plus lus et les plus écoutés comme en témoignent chacun de ses billets sur RTL, dans Le Figaro et Le Figaro Magazine ou ses fleurets sur Paris-Première. Le spectaculaire phénomène du Suicide Français(Albin Michel, 2014), plus de 500 000 exemplaires vendus, confirmé par son dernier succès, Un Quinquennat pour rien (Albin Michel, 2017), ont définitivement inscrit son statut d auteur de premier plan. Éric Zemmour signe avec Destin Français une oeuvre majeure. Une autobiographie intellectuelle, historique et littéraire. La plus belle histoire d’amour avec la France.

Continent sans frontière



La réponse de Theo Francken à la question : “Qu’est-ce qui pousse des centaines de milliers de jeunes gens issus d’Afrique, du Moyen-Orient et d’Asie centrale à entreprendre *la longue marche vers l’Europe* ?”Brexit, euroscepticisme, attentats, peur culturelle de l’Islam… L’Europe vit des temps agités. Dans ” Continent sans frontière “, le secrétaire d’État Theo Francken démontre, de manière irréfutable, l’implication de l’immigration de masse dans cette évolution. Avec son style direct, il analyse les motivations qui poussent, chaque année, des centaines de milliers de jeunes gens issus d’Afrique, du Moyen-Orient et d’Asie centrale à entreprendre “la longue marche vers l’Europe”. Une marche qui, depuis la crise migratoire de 2015, est devenue totalement hors de contrôle.

Sans ménagement, Theo Francken dépeint la passivité que manifeste l’establishment traditionnel à cet égard. Il nous entraîne dans des lieux où les caméras ne pénètrent pas. Nous découvrons ainsi les coulisses politiques des Conseils européens et les mécanismes de l’industrie des passeurs, sans oublier l’Histoire tourmentée de l’Europe et les complexes moraux de notre société occidentale.

En même temps, Theo Francken nous montre le chemin à suivre. En nous expliquant comment les choses peuvent se passer de manière différente ailleurs dans le monde et comment elles devraient se passer en Europe.

Un mot de l'auteur
Theo Francken (1978) a étudié les Sciences éducatives (KU Leuven). Il est secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, responsable de la Simplification administrative et bourgmestre de Lubbeek. Il travaille depuis déjà vingt ans à la Rue de la Loi, tant sur la scène qu'en coulisse, autour de thèmes tels que la migration, l'intégration, l'éducation et l'emploi.

Joren Vermeersch (1981) a un master en droit avec des post-masters en droit européen international (UGent, Coimbra, Wroclaw) et un master en Histoire (UGent, gagnant du prix André De Schaepdrijver). Il a travaillé comme attaché au Conseil du Contentieux des Étrangers et comme assistant de groupe de la Chambre des Représentants. Aujourd'hui, il est rédacteur des discours au cabinet de Theo Francken et chroniqueur pour le site d'opinion Doorbraak.be.

MOFA to "do its best" to set up APEC meets with U.S., China reps



Taipei, Nov. 7 (CNA) The Ministry of Foreign Affairs (MOFA) will do its best to have Taiwan's representative meet with his American and Chinese counterparts at the upcoming Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) leaders' summit, Foreign Minister Joseph Wu (□□□) said Wednesday.

"We would not rule out any possibility and will do our best to make it happen," Wu told lawmakers when asked at a legislative hearing to comment on the possibility of such meetings.

Morris Chang (□□□), founder of Taiwan Semiconductor Manufacturing Co. (TSMC) has been named as Taiwan's representative to attend the APEC leaders' summit in Papua New Guinea from Nov. 12 to 18.

U.S. Vice President Mike Pence and Chinese President Xi Jinping (□□□), meanwhile, are expected to represent their respective countries.

Asked what Chang would discuss if he met with those leaders, Wu said Chang would probably raise Taiwan-U.S. trade and investment issues with Pence and extend some "goodwill gesture" to Xi, without elaborating on what kind of gesture could be made.

Previously commenting on whether Chang would meet with Pence, the top U.S. representative to Taiwan, Brent Christensen, did not give a direct answer.

“We anticipate that he (Chang) will, in fact, as is always the case, interact with other leaders at the summit. But at this point we don’t have specific information about how that might happen,” Christensen, the new director of the American Institute in Taiwan’s (AIT) Taipei office, said on Oct. 31.

Christensen also praised the selection of Chang as an “inspiring choice.”

“He represents everything that is good about Taiwan, a really outstanding and very prominent figure in Taiwan society,” he said.

(By Joseph Yeh)
Enditem/ls

China Airlines mulling purchase of 6 more widebody Airbus planes



Toulouse, France, Oct. 22 (CNA) China Airlines (CAL), one of the leading international carriers in Taiwan, said Monday that

it is thinking of buying another six extra wide-body A350 aircraft as part of its plan to expand its global transportation network.

CAL Chairman Ho Nuan-hsuan (□□□) told the press in Toulouse that his company is studying the possibility of purchasing the long haul A350-900 XWBs or the bigger A350-1000 XWBs and will make a decision later this year or next year.

Ho made the comment on the sidelines of a ceremony at which CAL took the delivery of an A300-900 XWB, the latest addition to its fleet of 13 Airbus aircraft of that model.

CAL's latest A300-900 XWB features a unique joint livery that combines the airline's distinctive plum blossom logo with Airbus' exclusive A350 XWB carbon fiber pattern.

In 2008, CAL signed with Airbus to buy 14 A350-900 XWBs, with an option of an additional six planes, which Ho said CAL is now considering.

He said either the A300-900 or the A300-1000 would be a good choice at a time of rising fuel costs resulting from a spike in international crude oil prices.

According to CAL, the A350 XWB is manufactured by means of the most advanced technology and is a lighter and safer model because of its high-end production materials.

In addition, the aircraft model is eco-friendly, which means it can cut carbon dioxide emissions by 25 percent and lower maintenance costs, CAL said.

CAL said it is the fourth largest buyer of the A350 XWB series and that it is listed by Airbus as a customer that is likely to purchase more aircraft in that series.

Airbus has also received an order for 17 A350XWBs, five A350-900s and 12 A350-1000s from a newly established Taiwan-based carrier, StarLux Airlines, which is expected to start

operations in 2020.

As part of Airbus' promotion of the A300-1000, it flew the aircraft to Taipei in January on a demonstration tour across the Asia-Pacific and Middle East regions.

(By Wang Shu-fen and Frances Huang)
Enditem/pc

Taiwan asks China to explain human rights worker's prison transfer



Taipei, Oct. 25 (CNA) Taiwan's Mainland Affairs Council (MAC) has asked China to provide an explanation as to why jailed Taiwanese human rights advocate Lee Ming-che (□□□) was abruptly transferred to another prison in Hebei Province, Deputy Minister Chiu Chui-cheng (□□□) said on Thursday.

Lee, a Taiwanese democracy advocate, has been detained in China since March 2017 and was sentenced to five years in prison after being convicted of "subversion of state power" in

November last year.

Before his transfer, Lee was imprisoned at Chisan Prison in Hunan Province.

Chiu said the council was informed of Lee’s prison transfer by the Taiwanese business association in Hunan, which said it was notified by the Chinese government on Oct. 19 that Lee had been taken to Yancheng Prison in Hebei.

According to the association, the authorities did not provide further explanation.

Lee’s family members were unaware of his transfer, the MAC official said.

MAC and the Straits Exchange Foundation (SEF) have already asked China’s Taiwan Affairs Office (TAO) and Association for Relations Across the Taiwan Straits (ARATS) to provide an explanation over Lee’s abrupt transfer, including information on Yancheng’s visitation regulations, Chiu said.

Founded in 2002, Yancheng is one of two prisons in China that are run directly by the central government. The facility spans 44 hectares and has the capacity to house over 1,600 prisoners, according to information published online by China’s popular search engine Baidu Inc.

(By Miao Zong-han and Ko Lin)
Enditem/cs

Taiwan calls on China to end

hostility, restore peace: MAC chief



Taipei, Oct. 19 (CNA) Mainland Affairs Council (MAC) Minister Chen Ming-tong (□□□) on Friday called on China to end its hostility toward Taiwan and help restore peace and prosperity across the Taiwan Strait.

“We hope China can reverse its hostile and confrontational thinking…and join us (Taiwan) in ushering a new era of reform and cross-strait relations,” Chen said in his opening speech at an international conference on “Mainland China’s Reform and Opening Up, 1978-2018: Prospect and Challenge.”

Maintaining the status quo is a joint responsibility, but recently China has been trying to disrupt cross-strait exchanges and upsetting the stable relations between the two sides, he said.

“This has gone beyond the tolerance of all major political parties and people of Taiwan. And it is unacceptable to the international community,” he said.

The country will never back down or act rashly to escalate confrontation, because maintaining the status quo is still the greatest common denominator among the Taiwanese people, Chen explained.

Taiwan’s most cherished assets are its democratic system and values, and the country will go all out to defend its interests, he said.

Noting that this year is the 40th anniversary of China’s launch of market-based economic reforms, the MAC chief hoped that Chinese leaders could replicate their country’s economic success with reforms that embrace democracy and abandon totalitarianism and dictatorship.

Taiwan is willing to share its experience of transformation with China to promote mutual advancement and development, Chen said.

(By Miao Zong-han and Ko Lin)
Enditem/ls

President Tsai discusses fake information with U.S. official



Taipei, Oct. 19 (CNA) President Tsai Ing-wen (□□□) met with

United States Deputy Assistant Secretary of State Scott Busby in Taipei Friday to share experiences and exchange views on countering fake information, deepening democracy and promoting human rights, according to the Presidential Office.

In a press release issued by the Presidential Office that day, Tsai said the current proliferation of fake information has become a challenge facing democracies around the world that has the power to impact the stable development of countries.

“We should seek a cooperative solution in the light of current issues,” Tsai said in reference to Busby’s visit.

Taiwan, like the United States, strives to defend the values of freedom, democracy and human rights, Tsai said, adding that in addition to thanking other countries for their support and assistance with democratic reform in Taiwan, she also hopes to share that experience with the international community.

Tsai talked to Busby about Taiwan’s experience with transitional justice including passing the Act on Promoting Transitional Justice, which seeks to address injustices committed during the country’s authoritarian-era, and the creation of the Transitional Justice Commission.

The value of transitional justice is to remember the lessons of history and move towards true reconciliation, Tsai affirmed.

Meanwhile, Tsai also said that over the past two years, relations between Taiwan and the U.S. have continued to improve, adding that she looks forward to more cooperation between the two countries.

Busby, deputy assistant secretary in the State Department’s Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, was a special guest at a two-day Taiwan-U.S. co-hosted workshop on defending democracy, held Thursday and Friday.

The workshop was held under the Taiwan-U.S. Global Cooperation and Training Framework (GCTF), according to the American Institute in Taiwan (AIT), which represents U.S. interests in the absence of official diplomatic ties. It was the 13th workshop since the GCTF's inception in 2015.

(By Yeh Su-ping and William Yen)
Enditem/AW

Taiwan wants to invite China's top cross-strait negotiator to visit



Taipei, Oct. 17 (CNA) The Straits Exchange Foundation (SEF) is willing to invite the head of its counterpart in China to visit Taiwan this year, as 2018 is a milestone for the two organizations, a spokeswoman for the SEF said Wednesday.

Although dialogue between the two sides of the Taiwan Strait has been halted since May 2016, the SEF remains open to exchanges with China's Association for Relations Across the Taiwan Straits (ARATS), said SEF Deputy Secretary-General Kuan

An-lu (□□□) at a press briefing.

Therefore, the SEF is hoping that ARATS president Zhang Zhijun will visit Taiwan this year, which is the 20th anniversary of a historic meeting in Shanghai between the first heads of the two semi-official organizations, Kuan said.

She also said that SEF Chairwoman Chang Hsiao-yueh (□□□) would like to visit China, if there is an opportunity.

SEF and ARATS are intermediary organizations founded in 1990 to handle cross-strait affairs in the absence of formal relations.

In October 1998 then SEF Chairman Koo Chen-fu (□□□) and ARATS president Wang Daohan met in Shanghai and decided to resume dialogue between the two sides on economic and political issues.

Koo and Wang first met in Singapore in 1993 for the first direct cross-strait talks since 1949 when the Republic of China government relocated to Taiwan during a civil war.

Cross-strait talks were suspended by Beijing in 1995 to protest a visit by then Taiwan President Lee Teng-hui (□□□) to the United States.

In May 2016, when President Tsai Ing-wen (□□□) of the independence-leaning Democratic Progressive Party took office, dialogue between the two sides was again halted because of China’s discontent with Tsai’s cross-strait policy.

Kuan said the SEF, however, has maintained its institutional operations, and the communication mechanism between the two sides still exists, although Beijing’s unilateral suspension of the cross-strait dialogue has caused problems in the area of exchanges between the people of the two sides.

She urged Beijing not to let political factors stand in the way of cross-strait exchanges.

(By Miao Zong-han and Elizabeth Hsu)
Enditem/pc

President Tsai plans to make Taiwan an Asian hub for startups



Taipei, Sept. 25 (CNA) President Tsai Ing-wen (□□□) said Tuesday that her administration will offer incentives and revise regulations as part of its plan to develop Taiwan as a regional hub for startups.

The incentives will include more tax credits, Tsai said in an address at the opening of the annual congress of the World Taiwanese Chamber of Commerce in Taipei.

She said the government is also moving to cultivate talent, attract more foreign professionals and abolish the outdated regulations in the Company Act.

Taiwan has already launched a startup park in Linkou District, New Taipei, which is linked to Taiwan Tech Arena in Taipei,

Asia Silicon Valley in Taoyuan County, and the Hsinchu Science Park, Tsai said.

Furthermore, the recent decisions by international business giants to invest or expand their operations in Taiwan were indicative of a positive outlook on Taiwan's future development, she said, citing companies such as Google, Microsoft, Cisco System, Amazon, Siemens, Dassault Aviation, Rockwell International, and Mitsubishi as examples.

Taiwan's economy is on the rise, as indicated by its improved performance in the areas of economic growth, unemployment, exports, and the stock market, said Tsai.

She said her administration is also working to strengthen the cultural and creative sector, starting with two projects that are being formulated by the Ministry of Culture to drive the cultural industries.

The chamber's opening ceremony was also attended by Director of the American Institute in Taiwan Brent Christensen, former Vice President of the United States Dick Cheney, and Stephen Yates, a former deputy national security adviser to Cheney.

(By Ku Chuan and Shih Hsiu-chuan)
Enditem/pc